



**PISCINE ET ESPACE CULTUREL ALTITUDE 500 A GRASSE -
CONVENTION DE GESTION DES DEPENSES AFFERENTES A
L'ENTRETIEN, A LA MAINTENANCE ET A L'EXPLOITATION DE LA
CHAUFFERIE MUTUALISEE**

Entre

La ville de Grasse, identifiée sous le numéro de SIREN n° 210 600 698 00 18 dont le siège social est situé place du Petit Puy – B.P. 12031 - 06131 GRASSE Cedex, et représentée par Monsieur Jean-François LAPORTE, Conseiller Municipal délégué aux bâtiments communaux, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n°2022_..... en date du,

Dénommée ci-après « **La Commune de Grasse** »

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Séward 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°2022_....., visée en préfecture de Nice le

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

D'autre part,

Préambule

Le site Altitude 500, sis 57 Avenue Honoré Lions - Route Napoléon à Grasse est composé de deux équipements publics :

- L'un géré par la C.A.P.G., à savoir la Piscine altitude 500
- L'autre géré la ville de Grasse, l'Espace culturel Altitude 500.

Lesdits locaux sont alimentés par une seule chaufferie mutualisée permettant d'une part de chauffer la piscine communautaire et d'autre part de chauffer l'Espace culturel communal.

Par souci de simplification, l'entretien, la maintenance et l'exploitation de cette chaufferie ont été intégrées dans le Marché global de performance énergétique passé par la C.A.P.G. avec la société VEOLIA. De fait, les dépenses afférentes à ces prestations sont à présent intégralement prises en charge par la C.A.P.G.



Il convient en conséquence de régir ces dépenses et de les répartir équitablement entre la C.A.P.G. et la ville de Grasse.

La présente convention se substitue en tous points à celle qui avait été signée le 20 novembre 2020 et qui est arrivée à échéance le 31 mars 2021.

Ainsi, la présente convention a pour objet de définir les conditions selon lesquelles la commune procèdera au remboursement d'une partie des frais assumés par la CAPG à compter du 1^{er} avril 2021, jusqu'au 1^{er} novembre 2029.

Il a été exposé, arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de gestion financière des dépenses afférentes à l'entretien, la maintenance et l'exploitation de la chaufferie mutualisée Piscine altitude 500 gérée par le C.A.P.G. et à l'Espace culturel altitude 500 géré par la ville de Grasse.

ARTICLE 2 : NATURE DES EQUIPEMENTS

La chaufferie assurant le chauffage de ces deux équipements publics est composée de :

- 1 chaudière à gaz à condensation de Marque VIESSMANN modèle Victrossal 200 CML 400 ; Puissance maxi 400kW
- 1 chaudière à gaz Marque GUILLOT modèle LRP09 puissance 325kW équipée d'un brûleur WEISHAUP
- Ensemble de matériels système comprenant pompes de circulation, mélangeurs, vannes 2/3 voies, armoires de gestion, ballon tampon, etc....

ARTICLE 3 : DESCRIPTIF DU CONTRAT D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Par marché n° 2021/29, notifié le 06 octobre 2021, la C.A.P.G. a confié l'entretien, la maintenance et l'exploitation de cette chaufferie commune à la société VEOLIA ENERGIE.

Le contrat se décompose comme suit :

- P1 : fourniture d'énergie
- P2 : maintenance préventive et curative (mise en route, arrêt, réglages, contrôles de combustion, disconnecteur, ramonage, ...)
- P3 : renouvellement des équipements défectueux, garantie totale (pièces et main d'œuvre)

ARTICLE 4 : PROPRIETE DES OUVRAGES

La C.A.P.G. est seule propriétaire des ouvrages décrit à l'article 2 de la présente convention.

La ville de Grasse ne pourra prétendre à aucun droit de propriété sur les équipements objets des présentes.



ARTICLE 5 : PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN

La C.A.P.G. assumera la responsabilité intégrale des prestations d'entretien, de maintenance et d'exploitation de la chaufferie Altitude 500.

Ainsi, la C.A.P.G. se chargera de réaliser toutes les demandes d'intervention, de contrôle ou de réparations auprès du titulaire du contrat de maintenance. La C.A.P.G. sera le seul interlocuteur du prestataire.

Le personnel de la C.A.P.G. et son prestataire titulaire du contrat de maintenance sont seuls capables et en droit d'intervenir sur la chaufferie, sauf en cas d'autorisation expresse par écrit de la C.A.P.G.

La C.A.P.G. informera par écrit, au minimum 24 heures au préalable, la ville de Grasse de tous travaux de maintenance et/ou d'entretien, notamment si ces derniers entraînent une interruption du chauffage.

Limite d'intervention : le contrat ne couvre pas les installations de chauffage ou ventilation situées dans l'enceinte des bâtiments communaux (en dehors de la chaufferie). La ville devra faire son affaire des éventuels dysfonctionnements qui pourraient intervenir dans ses murs (ex. : purge des radiateurs).

ARTICLE 6 : REPARTITION DES DEPENSES

La C.A.P.G. réglera l'ensemble des factures émises par le prestataire dans le cadre du contrat d'entretien et de maintenance.

Les dépenses relatives au chauffage de l'Espace culturel altitude 500 seront avancées par la C.A.P.G., puis remboursées suivant les modalités définies ci-après, par la ville de Grasse.

La C.A.P.G. procédera à l'émission d'un titre de recette chaque année, à l'issue de la période de chauffe (soit à compter du 1^{er} juin), à l'encontre de la ville de Grasse correspondant à la répartition définie ci-dessous.

Le titre de recette sera accompagné de tous les documents (factures, état des consommations, etc.) permettant de justifier les sommes sollicitées dans le cadre des présentes.

Le remboursement de la ville de Grasse dans le cadre du présent contrat est défini comme suit :

➤ **P1** : Chauffage Gaz

La Ville remboursera à la CAPG les consommations réelles de gaz lors de la saison de chauffe qui correspond aux mois de :

- janvier,
- février,
- mars,
- avril,
- octobre,
- novembre
- et décembre.



Ce remboursement se fera sur présentation des factures émises par le prestataire au tarif en vigueur de ce dernier.

➤ **P2 et P3 : Entretien et Maintenance**

La ville de Grasse remboursera à la C.A.P.G. 40 % des montants sollicités par le prestataire pour la maintenance et l'entretien de la chaufferie. Ces prestations telles que définies à l'article 3 et 5 du présent contrat seront remboursées sur présentation des factures.

Ainsi, la C.A.P.G. prendra à sa charge 60 % des factures présentées.

ARTICLE 7 : PERIODE DU 1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MAI 2022

Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mai 2022, les dépenses engagées par la C.A.P.G. pour la consommation de gaz (P1) et les frais de maintenance et d'entretien de la chaufferie (P2 et P3) doivent être remboursées par la ville de Grasse pour ce qui concerne l'Espace culturel Altitude 500.

Le remboursement pour le gaz portera sur la même période de chauffe que celle indiquée à l'article 6, selon la même répartition entre la C.A.P.G. et la ville de Grasse que celle indiquée à l'article 6 et selon les tarifs en vigueur du prestataire.

Le remboursement pour l'entretien et la maintenance de la chaufferie s'exécutera selon la même répartition entre la C.A.P.G. et la ville de Grasse que celle indiquée à l'article 6 selon les tarifs en vigueur du prestataire.

Le remboursement de la ville de Grasse pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mai 2022, fera l'objet d'un versement unique à réception du titre de recette émis par la C.A.P.G. sur la période concernée.

Ce remboursement se fera sur présentation des factures par la C.A.P.G.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la signature de la convention par les parties et prendra fin le 1^{er} novembre 2029.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20221108-2022-179-DE
Date de télétransmission : 09/11/2022
Date de réception préfecture : 09/11/2022

Fait à Grasse, le

En double exemplaire

Pour la ville de Grasse,
Le Conseiller municipal délégué
aux bâtiments communaux

Jean-François LAPORTE

Pour la Communauté d'Agglomération du
Pays de Grasse,
Le Président

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes